

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 04 FEVRIER 2002

N° 290 PRIX 0,60 Euro (4 F)



SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Mali: CAN 2002, une affaire juteuse pour des groupes capitalistes

Page 5
Sénégal: Itinéraire d'un politicien devenu milliardaire

Page 6
Côte d'Ivoire: la "bande des quatre"

Page 8
Le droit des anciens combattants est loin d'être respecté

Page 9
Madagascar: course à la présidence sur fond de crise...

ABONNEMENTFRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

N I G E R I A**MONTEE DES FANATISMES**

Une femme nigériane Safiya Husaini est en attente d'être enterrée jusqu'au cou et lapidée, c'est-à-dire rouée de coups de cailloux, jusqu'à ce que mort s'en suive. Son crime : avoir donné naissance à un enfant, hors mariage. Ainsi en a décidé le tribunal islamique de Sokoto, l'un des 11 Etats du Nord musulman sur les 36 que compte ce pays. Une autre femme Hafsatu Abubakar est poursuivie pour "fornication" car elle aurait eu des relations sexuelles hors mariage.

Comme en Afghanistan où la majorité de la population est enfermée sous les tchadri, ce sont les femmes qui sont les principales victimes de la dictature des intégristes musulmans.

Mais il n'y a pas que le fanatisme religieux qui prolifère au Nigéria. Il y a aussi le fanatisme ethnique. Depuis quelques années des milliers de personnes périssent dans des affrontements intercommunautaires. Rien qu'en décembre et janvier derniers, une centaine de personnes se seraient entre-tuées (rapporte la presse) au cours de conflits entre communautés Loku, Udege et Agutu. Cette fois pour le contrôle des ressources de pêche d'un lac situé dans le centre du pays. Tout dernièrement, au début du mois de février, à Lagos, une violente bagarre opposant Yorubas et Haoussas a fait plusieurs dizaines de morts. Une simple dispute de voisinage qui aurait pu en d'autre temps être réglée amiablement, s'est transformée en bain de sang inter-ethnique.

Il serait naïf de penser que l'escalade actuelle de ces phénomènes soit le simple fait du hasard. Elle découle de l'explosion des inégalités et de l'appauvrissement brutal de la population, figurant parmi les plus déshéritées de la planète. Ce pays qui est le sixième producteur mondial de pétrole a subi de plein fouet la dégringolade des revenus pétroliers consécutive à la crise économique mondiale et à la rapacité des compagnies pétrolières. La grande majorité des 120 millions d'habitants que compte ce pays n'a pas bénéficié de cette "rente". Seule une petite minorité de privilégiés locaux liés aux affaires et au pouvoir en place a réussi à bénéficier de quelques retombées financières. Il en est de même pour des

hauts gradés militaires qui se sont enrichis grâce à la corruption et aux détournements des caisses de l'Etat. Parallèlement à ce genre de comportement émanant des hautes sphères de l'Etat, les violences en tout genre et les prises d'otages se développent. Des assassinats et des rackets sont perpétrés par des gangs organisés sans foi ni loi. Par ailleurs les inégalités se sont creusées entre les provinces pétrolifères du delta du Niger au Sud et celles du Nord littéralement abandonnées et devenues par conséquent une proie facile pour les islamistes qui bénéficient du soutien financier des dirigeants de l'Arabie Saoudite.

Le Nigéria, ce géant de l'Afrique, est aujourd'hui malade. Les maux dont il souffre découlent de la misère. Elle résulte de la dégringolade des cours pétroliers aggravée par la part toujours plus grande que les grandes compagnies pétrolières réservent aux grands actionnaires au détriment des versements accordés à l'Etat nigérian.

Mais en définitive c'est l'ensemble de ce système qui est malade et qui mène ce grand pays à la catastrophe si les travailleurs ne se donnent pas la main indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse.

M A L I

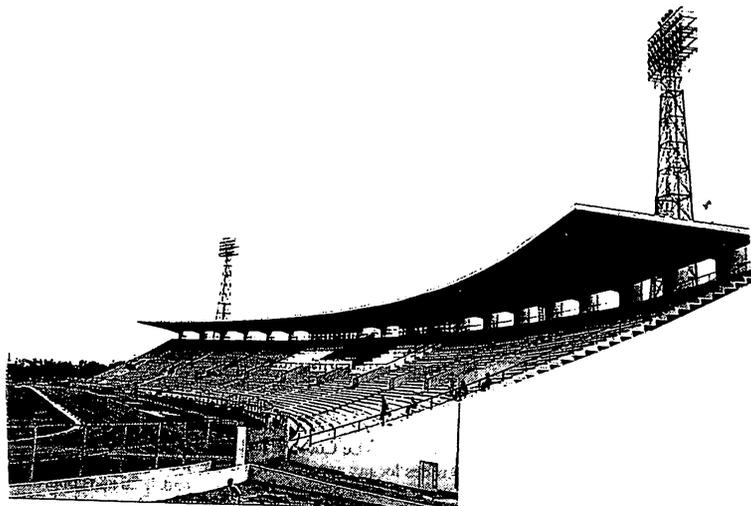
CAN 2002 : UNE AFFAIRE JUTEUSE POUR DES GROUPES CAPITALISTES

Le Mali classé parmi les dix pays les plus pauvres du monde est en passe de tenir son pari : réussir à organiser la 23^{ème} Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2002). Konaré, l'actuel président, qui ne sera plus candidat à la prochaine présidentielle d'avril 2002, en a fait son affaire. Il espère sans doute finir son mandat en beauté, sur un succès personnel.

Ainsi, il n'a pas lésiné" sur les moyens en puisant très largement

sur le maigre budget de l'Etat pour assouvir son ambition. Le pays aurait injecté plus de 91,4 millions d'Euros, soit 60 milliards de francs CFA, chiffre officiel mais selon certains financiers, il faudrait le multiplier par deux.

Les travaux entrepris étaient si gigantesques que des observateurs n'hésitent pas à parler de "miracle malien". Citons par exemple la construction de cinq stades de football flambant neufs dont ceux de Kayes, Sikasso, Mopti, Ségou, en plus de celui de Bamako entièrement rénové. Deux nouveaux aéroports ont été également construits (Kayes et Sikasso), celui de Mopti a subi un toilettage; de nombreuses routes - plusieurs centaines de kilomètres - ont été asphaltées ou refaites. Ainsi des régions ont été désenclavées; renouvellement des principales infrastructures téléphoniques, réseaux Internet. Une dizaine d'hôtels et cent villas ont vu le jour pour accueillir les visiteurs.



Stade de Bamako entièrement
rénové

Dans les villes, les conditions de vie des habitants a un tout petit peu changé. Le centre ville de

Bamako par exemple est devenu propre. On ne voit presque plus les immondices joncher certaines rues.

C'est tant mieux que, à cause de l'organisation de la CAN 2002, des régions du pays soient plus accessibles; c'est tant mieux aussi que soient améliorées les réseaux téléphoniques et que des villes puissent être nettoyées, que les populations y respirent un peu mieux. Mais cela ne durera hélas que le temps du tournoi ou à peine plus.

Mais là où le bât blesse, c'est que l'Etat malien qui a tant investi dans l'organisation de cette coupe ne va bénéficier de presque rien. Selon les comptes, il ne pourra même pas compter sur les retombées financières, ne serait-ce que pour récupérer les sommes dépensées. Quant aux bénéficiaires, n'en parlons pas.

Les principales bénéficiaires, ce sont les grandes compagnies européennes et américaines qui se sont partagé le marché de cette coupe africaine. La société qui réalise les images du tournoi est une compagnie privée espagnole. Ainsi donc, les images de l'épreuve n'appartiennent pas au Mali qui a juste le droit de les retransmettre sur sa chaîne nationale. Deux autres télévisions privées se sont arrogé les droits de retransmission : la chaîne sud-africaine TV Africa, et

Arabe Art, pour le Maghreb, propriété d'un milliardaire saoudien. Les droits télévisés sont revenus au groupe français Jean Claude Darmon pour les éditions de la CAN (de 2002 à 2008).

Ce sont donc les grosses entreprises capitalistes qui emportent la plus grosse part du marché de cette CAN 2002. Elles ne laissent que des miettes au pays organisateur. Le seul secteur qui peut rapporter des sous à l'Etat malien, c'est la billetterie. Mais il s'agit-là de bénéfices bien maigres dans un pays où le prix du billet d'entrée est hors de portée de la plupart des populations maliennes. Ce n'est pas avec de telles recettes que l'Etat va récupérer la masse d'argent engagée dans la préparation de cette coupe. Loin de là.

L'Etat malien est le principal perdant tandis que les sociétés privées s'en ont mis plein les poches. Mais Konaré peut se consoler. Si la coupe se termine bien, sans incident majeur, il pourra se dire qu'il aura marqué des points. Il peut espérer que le succès de l'organisation de ce tournoi pourra rejaillir sur sa formation politique, l'ADEMA. Ce qui peut, peut-être, donner un peu plus de chance à Soumaïla Cissé, soutenu par ce parti lors de la prochaine élection présidentielle.

BAMAKO

UN ENFER AU COEUR DE LA VILLE

En marge du tournoi de football au Mali, un journaliste en reportage dans le quartier populaire de Médine, à Bamako, fait la visite de la plus grande ferblanterie du Mali où travaillent au milieu de la ferraille, du bruit et du feu environ trois mille forgerons. Ils produisent des seaux, des charrues, des marmites, etc, qui seront vendus dans tout le Mali et même dans la sous-région.

Le journaliste écrit : "Ici

dans cette forge, plus de 60% des travailleurs sont des mêmes. Moyenne d'âge de 12 ans. Abandonnés par la société, sous-payés, ils travaillent sous l'oeil vigilant de leurs maîtres, de leurs propres parents. Le travail est dur, très dur. Impossible pour ces gamins d'émerger de ce labyrinthe". Un enfant de 12 ans témoigne : "Chaque jour, je gagne 200 CFA et je travaille ici pendant 10 heures".

C'est dans ce véritable enfer pour jeunes et moins jeunes que se réalisent des profits qui engraisent quelques exploiters et qui leurs permettent d'acquérir des villas de luxe et de mener un train de vie de nabab au milieu d'une misère insolente. Mais le

capitalisme, c'est cela aussi même si parfois les dirigeants locaux ainsi que ceux des pays riches font mine de verser quelques larmes hypocrites sur le sort des enfants surtout lorsque la presse ou les associations humanitaires lèvent le voile.

SENEGAL

ITINERAIRE D'UN POLITICIEN DEVENU MILLIARDAIRE

Moustapha Niasse qui fut le premier ministre de Wade du 1er Avril 2000 au 3 mars 2001 s'explique sur son départ et sur sa brouille actuelle avec Wade. Il dit de ce dernier et des dirigeants du PDS que : "ces gens-là ne savent pas

négoce avec Wade pour devenir son premier ministre en échange de son ralliement électoral au deuxième tour des élections présidentielles de février 2000 (il avait recueilli 16,7% des voix au premier tour).



Niasse et Wade avant la brouille

gouverner et ignorent tout du service public. Ils sont incapables de s'élever au niveau de l'éthique républicaine et de l'intérêt général". Lui en tout cas il a tellement le sens de "l'intérêt général" qu'il a participé à tous les gouvernements depuis Senghor!

Rappelons que s'il avait rompu avec Diouf en 1999 pour créer son propre parti, l'AFP, c'est parce que la place de "dauphin" qu'il espérait conquérir au sein du PS de Diouf lui avait filé sous le nez pour échoir à Tanor Dieng. C'est alors qu'il

Celui-là même qui avait "trahi" Diouf accuse à son tour Wade de l'avoir "trahi". Aujourd'hui il se dit de nouveau prêt à rallier Diouf et "l'aider sans hésiter" si ce dernier avait besoin de lui. Quel sens de l'éthique! Celui qui consiste à manger à tous les râteliers et à changer de couleur tel un caméléon. C'est ce "sens" bien singulier qui a fait qu'il est devenu un des hommes les plus riches du Sénégal. Il est propriétaire ou actionnaire de plusieurs sociétés notamment dans l'importation du pétrole. On le dit également proche de la famille royale d'Arabie Saoudite.

Quand un journaliste lui demande s'il est fortuné sa réponse est: "On le dit...mais je partage ou distribue ce que dieu me donne". Mais comment est-il devenu milliardaire? Combien de millions a-t-il détournés au cours des 31 ans passés dans les ministères et dans les cabinets présidentiels? On n'est pas prêt de le savoir car même si les autorités actuelles le savaient elles se garderaient de le dévoiler de peur que Niasse ne dévoile lui aussi des dossiers bien gênants qu'il pourrait détenir.

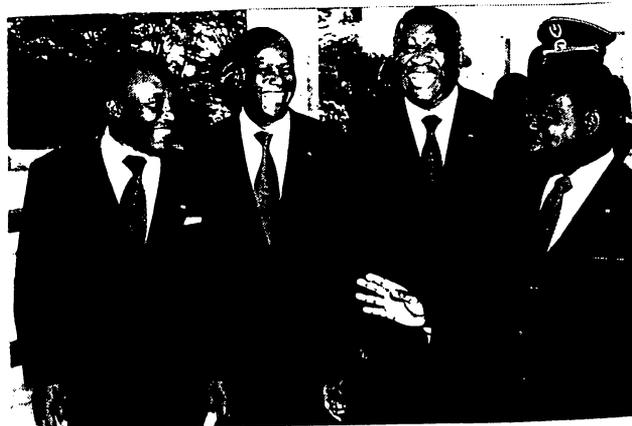
COTE D'IVOIRE**LA "BANDE DES QUATRE" !**

Le 18 décembre dernier, lors de la cérémonie de clôture du "Forum pour la réconciliation nationale", il manquait une tête dans la photo de famille, celle de l'ancien président Bédié. Celui-ci refusait de subir la suprême humiliation de devoir faire une accolade, de surcroît en public, à son "tombeur" du "putsch de Noël". Entre temps, des négociations en coulisse ont continué. Elles ont abouti à la rencontre de Yamoussoukro du 22 et 23 janvier dernier où tous les quatre frères ennemis se sont donné l'accolade, dans une atmosphère "très bon enfant" dit-on.

Officiellement, la raison de la rencontre était de "passer en revue les quatorze résolutions du Forum". Ils ont paraît-il scélé un "pacte républicain". Gbagbo aurait promis à Ouattara de faire entrer au sein du gouvernement quelques pointures du RDR "dans les semaines qui viennent". Ainsi, son gouvernement qui s'intitulait déjà "d'Union nationale" (avec la présence de ministres FPI, PDCI, UDPCI, PIT) s'élargirait jusqu'au RDR. Ce dernier ne voudrait pas se contenter de strapontins et fait valoir ses ambitions correspondant à son score lors des élections municipales de 2001. Dans les milieux proches de la présidence on aurait fait savoir qu'il y aurait trois postes pour le RDR mais qu'il est "exclu que ce soit des ministères de souveraineté". Visiblement la négociation n'est pas encore terminée !

Ainsi donc, si du côté des états majors des grandes formations politiques cette réconciliation pourra se traduire par des distributions de paquets cadeaux en échange d'une sorte de pacte de non agression, il n'en ira certainement pas de même entre le gouvernement et les classes laborieuses. Celles-ci continueront de subir la même

politique d'austérité, les bas



La "bande des quatre"
(Guéi, Ouattara, Gbagbo et Bédié)

salaires, la dégradation de leurs conditions d'existence. Les écoles publiques, les hôpitaux, les transports en commun comme tous les autres services publics utiles à la population continueront de se dégrader parce qu'ils ne font pas partie des priorités des dirigeants de l'Etat. Les policiers, les gendarmes et les douaniers continueront à racketter les voyageurs et les passants car ils auront toujours le sentiment de l'impunité.

Il est question que les bailleurs de fonds vont "récompenser" le geste politique de Gbagbo allant dans le sens de plus de "stabilité" en Côte d'Ivoire par l'ouverture de quelques "facilités bancaires". Quelques milliards de francs CFA vont tomber dans les escarcelles des ministères dont une grande partie ira comme d'habitude dans les poches des dirigeants. Les classes laborieuses ne pourront même pas espérer quelques miettes de ces soi-disant retombées financières qu'elles seront pourtant les premières à rembourser indirectement.

Quant aux tensions ethniques que ces mêmes dirigeants avaient créées et exacerbées pour assouvir leurs ambitions politiques, et qui avaient empoisonné la vie dans les quartiers populaires, les accolades et les "salamalecs" qu'ils se sont

fait à Yamoussoukro n'y mettront pas fin. Car ces mêmes politiciens sont prêts à réutiliser demain en cas de besoin les mêmes arguments xénophobes, ethnistes ou régionalistes pour arriver à leurs fins personnelles.

MARCHE CONTRE LA VIE CHERE A ABIDJAN

La vie devient de jour en jour impossible pour les petits ménages. L'une après l'autre, toutes les marchandises de grandes consommations augmentent de prix. Cela fait plusieurs mois que cette valse des prix a commencé. La dernière en date, c'est celui du litre d'huile qui passe au-dessus de la barre de 800F.

Face à cette situation, des femmes ont marché depuis la commune de Yopougon, jusqu'à la présidence, en criant leur colère. Elles n'ont pas été reçues par celui qui se prétendait être le "candidat des pauvres", de peur, peut-être, qu'elles viennent polluer les beaux locaux de la présidence bien plus habitués à recevoir du beau monde.

Ce mécontentement des femmes s'ajoute aux grognes qu'on entend par-ci, par-là, venant aussi bien des greffiers, des employés de la RTI, de ceux du groupe "Fraternité-Matin", des enseignants du privé ou encore, si l'on remonte un peu plus loin, même des dockers. Tous ont pour point commun des problèmes de salaires.

Les plus bruyants d'entre-eux - et qui se sont fait bien entendre - ce sont les sous-officiers de la police. Ceux-là, bien que leur rémunération ait été revue à la hausse, ont exprimé haut et fort leur désaccord. Leur salaire était de 148.000 F. Le pouvoir leur propose 178.000 F. Les policiers revendiquent 263.000 F.

Si les femmes ont été renvoyées à leurs casseroles avec dédain, les

représentants des policiers, eux, ont été aussitôt reçus par le Premier ministre en personne, pour "ouvrir les négociations".

Les femmes ont raison de crier leur colère. Il n'est pas normal que les riches et le gouvernement laissent flamber les prix surtout lorsqu'il s'agit de ceux du minimum indispensable, dans le même temps que les salaires ne décollent pas du plancher.

Mais il faudra plus que les cris de quelques centaines de femmes pour faire reculer les exploités. C'est le rapport des forces que le camp des travailleurs aura à inverser pour se faire entendre.

Si les policiers en colère ont usé des moyens à leur disposition - leurs armes - pour se faire entendre, les travailleurs, pour leur part, du fait que ce sont eux qui font tourner l'économie, disposent de tout leur poids pour se faire respecter et défendre leurs intérêts.

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement telle ou telle catégorie de travailleurs qui voit son pouvoir d'achat diminuer. Ce sont tous ceux qui vivent d'un salaire qui n'en peuvent plus. C'est le cas, aussi bien des petits employés de l'Etat, que des enseignants, des ouvriers d'usines, des dockers, des travailleurs du bâtiment, des éboueurs, des balayeuses des rues, etc. Mais, à côté, il y a aussi toute cette population pauvre qui vit d'expédients et de petits métiers, et qui subit la même souffrance. C'est donc toute la

population pauvre qui n'en peut plus! Ensemble, le camp des travailleurs a les moyens de se faire entendre même par le plus sourd des bourgeois s'il sait agir collectivement, en trouvant le chemin de l'union!

Alors souhaitons que la colère qu'on perçoit par-ci, par-là, depuis quelques temps est le signe avant coureur d'une mobilisation plus générale des travailleurs, pour dire halte aux bas salaires et à la misère.

LE DROIT DES ANCIENS COMBATTANTS EST LOIN D'ETRE RESPECTE

Voilà plus de deux mois que le Conseil d'Etat français a décrété l'égalité des droits sur les pensions entre anciens combattants français et étrangers. Pourtant jusqu'aujourd'hui le gouvernement



Un ancien combattant sénégalais

n'a rien décidé de la façon dont les pensions seront payées.

Quand le 30 novembre dernier ce décret avait été établi, cela avait suscité des réactions de joie parmi les anciens combattants africains lésés depuis des décennies. Un certain nombre d'entre eux se sont empressés pour rejoindre les bureaux des associations.

Visiblement le gouvernement français n'a pas l'intention d'aller dans le sens de la décision du Conseil d'Etat. Déjà dans le passé, en 1959, les dirigeants français avaient décrété une loi discriminatoire permettant de geler l'évolution des pensions aux anciens combattants à partir de la date

d'indépendance de leur pays d'origine. A cette époque-là c'était certainement de leur part une façon de sanctionner les populations des pays qui voudraient prendre leur indépendance. C'est à cette même époque qu'un militaire sénégalais saisissait le tribunal pour réclamer le paiement et la revalorisation de sa pension.

Quelques centaines d'anciens combattants africains ne voulant pas se laisser faire se rassemblent en association, en 1985. Ils saisissent le Comité des droits de l'homme des Nations Unies pour l'égalité des droits. Certes la France fut condamnée pour acte discriminatoire. Mais dans la réalité ce fut une condamnation symbolique car l'administration française ne s'est pas du tout inquiétée et n'a pas voulu revaloriser les pensions des retraités militaires africains. Cela concerne environ 85.000 personnes.

Il a fallu qu'en 1999 cette association fasse appel devant le tribunal administratif de Paris pour que le Conseil d'Etat décide enfin de donner raison aux anciens combattant étrangers.

Mais le gouvernement ne veut pas du tout céder devant ces pressions juridiques. Il invoque tout un tas de raisons pour payer le moins possible. Entre autres, selon lui si on réévalue les pensions "cela équivaldrait à multiplier par cinq ou six le niveau des pensions existant et on assisterait alors à une véritable perturbation de l'économie locale en créant de subites fortunes". Et il ajoute : "Il n'est pas imaginable de les

payer aux taux français; ce serait un séisme africain de plus". C'est un véritable mépris vis à vis de ces gens-là. Ce qui a créé le séisme en Afrique c'est l'exploitation et l'oppression de la France coloniale et impérialiste. Le capitalisme français vole les richesses naturelles et humaines et en contre partie il n'a que du mépris vis-à-

vis de la population.

Utiliser les tirailleurs sénégalais ou des spahis marocains ou autres dans ses basses besognes, le gouvernement français trouve normal et même honorable. Quant à accorder les mêmes droits aux anciens combattants étrangers qu'aux français, cela le dérange.

MADAGASCAR

COURSE A LA PRESIDENCE SUR FOND DE CRISE POLITIQUE

Après l'annonce des résultats officiels du premier tour de l'élection présidentielle de grandes manifestations se déroulent chaque jour au centre de la capitale à l'appel du candidat Marc Ravalomanana. Ces rassemblements réunissent jusqu'à un demi-million de personnes selon les commentateurs. Les résultats officiels ont donné 46,2% des voix à Ravalomanana contre 40,89% à Didier Ratsiraka, le président sortant. Ces chiffres sont contestés par Ravalomanana qui revendique la victoire au premier tour, raison pour laquelle il a déclenché la grève générale et les manifestations.

Qui est Ravalomanana ?

C'est le maire actuel d'Antananarivo. Mais il est surtout dirigeant de Tiko, le plus grand groupe d'agro-industrie du pays. Ce milliardaire est considéré comme "self made man". Il dirige ses entreprises d'une main de fer. Dans toutes ces entreprises (il en est de même à la municipalité qu'il dirige) les salariés sont tenus d'être présents à une heure obligatoire de culte chaque semaine. Ravalomanana est lui-même vice président de l'Eglise Réformée FJKM à laquelle il aurait fait don de 16 millions d'Euros. Son slogan de campagne est un extrait puisé dans l'évangile selon st Marc (son prénom). Pasteurs et prêtres des quatre principales

églises chrétiennes (Réformée, Anglicane, Luthérienne et Catholique) ont mobilisé en sa faveur les fidèles ainsi que le personnel et les élèves des nombreux établissements scolaires qu'ils contrôlent. Mais en plus du soutien des églises, la plupart des maires des grandes villes des hauts plateaux mérina ainsi que des notables de cette région soutiennent sa candidature. Il est vrai que de nombreux maires ont bénéficié de ses largesses financières et des T-shirts de la marque de yaourt Tiko. A noter cependant que les soutiens politiques de ce candidat ne se limitent pas aux seules régions mérina. Ses partisans ont réussi à rassembler un public non négligeable au cours des meetings électoraux qui se sont tenus dans les villes situées dans les régions dites côtières. Ces régions étaient auparavant plutôt favorables au parti AREMA de Ratsiraka, le président sortant.

Ratsiraka, un homme usé

Cela fait une vingtaine d'années qu'il est au pouvoir. Une première fois de 1975 à 1993 sous l'étiquette du "socialisme" et celle de la "révolution malgache". Au cours de cette période, les grandes entreprises ont été nationalisées et le franc malgache a remplacé le franc CFA. La "malgachisation" a affecté également l'enseignement dont les programmes et les livres

jusqu'à en langue française ont été repris en langue malgache. Les



Manifestation en faveur de Marc Ravalomanana à Antananarivo

grandes villes qui tenaient leur nom de l'époque coloniale ont été rebaptisées. Il en fut de même des structures administratives étatiques et des municipalités qui ont été remaniées et réformées dans un sens plus conforme aux traditions existant avant la colonisation. Des relations diplomatiques ont été nouées avec la Corée du Nord ainsi qu'avec des pays plus ou moins en rupture avec les grandes puissances. C'est la période où les capitaux se sont enfuis du pays suite à quoi l'économie s'est trouvée au bord du gouffre. La monnaie locale (le FMG) n'a cessé de chuter. L'inflation a atteint des sommets vertigineux à tel point que les prix ont flambé entraînant la famine et la sous-alimentation dans toutes les régions. Les importations étaient fortement ralenties. La pénurie en pièces détachées pour les véhicules de transport a entraîné un début de paralysie. Les médicaments les plus élémentaires tels que l'aspirine ou la nivaquine faisaient défaut si bien que le paludisme et bien d'autres maladies qu'on croyait maîtrisées ont fait un retour fulgurant.

La période dite Ratsiraka II,

de 1996 à maintenant est marquée par un virage à 180° par rapport à la précédente. C'est la période de la privatisation tous azimuts (commencée sous le régime Albert Zafy entre 93 et 96) et de la reprise des relations avec les grandes métropoles occidentales ainsi qu'avec le FMI et les grandes banques. Les grandes puissances et leurs banques qui avaient déjà fait payer très cher les orientations de la première période n'ont pas été clémentes par la suite même lorsque le régime faisait à nouveau appel et allégeance à elles. Le FMI et les banques continuent d'imposer des conditions de remboursement des dettes de façon impitoyable à tel point que l'essentiel des ressources du pays se trouvent hypothéquées par les ponctions financières drastiques qu'elles exigent. Mais ce n'est pas la pauvreté pour tous. Quelques grandes familles ont bénéficié de leurs liens avec le régime pour s'enrichir de façon ostentatoire. C'est le cas du fils (député) et de la fille de Ratsiraka qui font partie de la brochette de personnalités liées aux affaires. C'est aussi le cas de son concurrent actuel Ravalomanana. Mais il est vrai que ce dernier tient d'avantage sa réussite des prêts qui lui auraient été accordés en direct par certaines banques occidentales. Celles-ci, ou du moins les grandes puissances telles que le Japon et les Etats-Unis semblent accorder leur soutien à ce candidat. Elles ont dépêché des observateurs pour le bon déroulement du scrutin. Ces émissaires sont rassemblés au sein d'un "consortium d'observation des élections" regroupant également des représentants des autorités dites morales telles que la fédération des églises. Le tout sous la houlette de Ravalomanana. Une chaîne de télé installée dans des locaux flambant neufs et disposant d'un équipement sophistiqué ainsi que des stations radio modernes font partie du soutien logistique dont bénéficie le candidat Ravalomanana. Huit hélicoptères bariolés aux couleurs de Tiko sont chargés d'acheminer les

commentateurs des radio et télé ainsi que ces observateurs soi-disant indépendants en direction des nombreux bureaux de vote et des villes moyennement accessibles par les transports habituels.

Mais Marc Ravalomanana ne tourne pas le dos pour autant à l'éventuel soutien de l'Europe et surtout de la France ancienne puissance colonisatrice et toujours principale partenaire économique. Le journal français "Le Monde" a publié récemment une lettre par laquelle ce candidat fait appel aux autorités françaises "pour mettre en oeuvre toutes les initiatives pour convaincre Ratsiraka... de reconnaître la réalité du vote de la majorité". Cette mise en oeuvre serait effectuée par un envoi en urgence d'une délégation parlementaire française pour "empêcher un hold-up électoral".

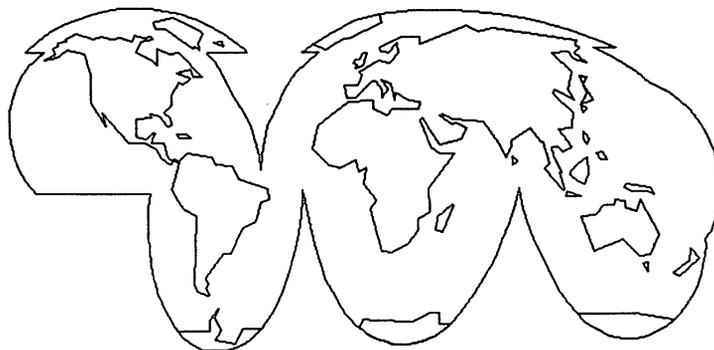
Si Ravalomanana n'est pas proclamé président, "la paix civile" se trouvera menacée, laisse-t-il entendre comme une menace et il est vrai que la tension ne cesse de

monter chaque jour.

Jusqu'où la partie de bras de fer ira-t-elle? l'avenir le dira. Ce qui est sûr c'est qu'aucun des deux principaux candidats ni les candidats de moindre envergure (il y en a six au total) ne représente en quoi que ce soit les intérêts des travailleurs et des paysans pauvres. Quelques formations dans le passé, qui se prétendaient bien timidement il est vrai, être porteuses des intérêts des "petits" (le parti MFM ou le MONIMA) ont été aspirées depuis belle lurette par le pouvoir et diluées avec le consentement de leurs dirigeants au sein de l'AREMA parti de gouvernement.

C'est dire combien une organisation des travailleurs et des paysans pauvres fait cruellement défaut aujourd'hui. Elle serait pourtant la seule à dire non (la plupart des dirigeants syndicaux se sont ralliés à Ravalomanana) aux gangsters capitalistes qui mènent le haut du pavé avec toute l'arrogance que leur attribue leur réussite personnelle et la richesse qu'ils ont réussi à accumuler.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.